

Tour de vis aux examens : quand la pensée magique s'invite au ministère

En janvier 2024, le ministre G. Attal annonçait le « choc des savoirs » au collège, projet qui comportait entre autres pour le DNB une modification de la proportion des épreuves finales par rapport au contrôle continu et la fin des correctifs académiques, en vertu du principe selon lequel « un examen qui a du sens, c'est un examen qui a des conséquences ». Peu importe que cet examen n'ait jamais eu une fonction sélective ni encore moins été une condition pour passer en seconde (projet initial).

Aujourd'hui, le ministre E. Geffray déclare que *« toute copie qui n'a pas un niveau suffisant en termes d'orthographe, de syntaxe et de grammaire ne peut pas avoir la moyenne au baccalauréat »*

Si l'on peut aisément souscrire à ce principe d'exigence qui semble frappé au coin du bon sens, car « ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement » et le manque de maîtrise de la langue constitue un handicap dans la vie de tout citoyen, une telle déclaration pose néanmoins question. En effet, que signifie le fait d'annoncer un renforcement des exigences à quelques semaines de l'examen ? Cela pourra déstabiliser les candidats mais en aucun cas les faire progresser. En d'autres termes, voici le message : « Jusque-là nous avons été laxistes, mais c'est fini. Bon courage quand même ! »

Cette dernière sortie ministérielle n'est pas anecdotique. Elle résonne particulièrement dans une période où le système éducatif fonctionne apparemment sans boussole. A moins que tout cela obéisse à une logique bien définie mais non avouée : revenir sur la massification de l'enseignement, et au passage, désengorger la plateforme Parcoursup.

Plutôt que de réformer le système éducatif par un investissement massif dès les petites classes, on déclare la hausse du niveau par décret. Ça ne coûte pas cher, mais ça porte un autre nom : la sélection. On est loin de l'exigence, pourtant affichée, et encore moins de la hausse du niveau. Au passage, on s'appuie sur deux totems très politiques (le niveau général et l'orthographe) car l'important n'est-il pas d'envoyer des messages aux électeurs ? Le comble pour un ministre « technique ».